

Le référendum met la pression sur les Burundais

AVANT DE LIRE

Référendum En mai, un projet de nouvelle Constitution sera soumis aux Burundais par référendum.

Quatorze ans La limitation du nombre de mandats présidentiels à deux sera remplacée par l'interdiction, pour le président, d'exercer plus de deux mandats successifs de sept ans.

2034 En remettant les compteurs à zéro, l'actuel président, Pierre Nkurunziza pourra ainsi rester en fonction jusqu'en 2034.

Rwanda Le président rwandais, Paul Kagame, s'est assuré la même longévité politique par une réforme, approuvée par référendum le 18 décembre 2015, l'autorisant à se représenter à un mandat de sept ans, en 2017, puis à deux mandats de cinq ans.

Arusha La réforme constitutionnelle au Burundi effacera notamment un point des accords d'Arusha, qui

interdit à un président de se maintenir plus de dix ans.

Guerre civile Ces accords, signés en 2000, ont mis fin à la guerre civile qui, de 1993 à 2006, a fait quelque 300 000 morts au Burundi.

Premiers mandats Pierre Nkurunziza a été élu président de la République le 19 août 2005 par les députés et sénateurs réunis en congrès. Il a été réélu avec 91 % des voix, au suffrage universel, le 28 juin 2010, dans un scrutin contesté par l'opposition.

Coup d'État En 2015, il se porte, avec l'aval de la Cour constitutionnelle, candidat à un troisième mandat, estimant que sa première « vraie » élection est celle de 2010. Le 13 mai, des putschistes le destituent alors qu'il est à l'étranger, mais ils se rendent le 15. La répression fait des centaines de morts et envoie plus de 240 000 Burundais en exil. L'élection présidentielle se tient quand même le 21 juillet, et, le 24, Pierre Nkurunziza en est déclaré vainqueur avec 69,41 % des suffrages.

Phi. Le.

REPORTAGE

Situation économique qui ne cesse de se dégrader et pression du pouvoir minent le quotidien des Burundais à 3 mois d'un référendum joué d'avance.

● Au Burundi, Alain WOLWERTZ

Vous lirez ici de nombreux témoignages mais ne trouverez aucun nom. Car au Burundi, pays où le regard porte à l'infini sur le décor enchanteur de collines verdoyantes, les Burundais doivent baisser les yeux.

Depuis le coup d'État de 2015 et la répression qui a suivi, la pression est restée forte sur la population. Mais avec le référendum prévu en mai prochain, elle s'est encore accentuée. « *La semaine dernière, mon meilleur ami m'a appelé pour me dire que son frère a été arrêté et qu'il est sans nouvelle, explique un habitant de Bujumbura. On lui reprochait d'avoir participé à des manifestations en 2015. Trois ans après, ils arrêtent encore les gens...* »

« Ils », ce sont les policiers, bien plus présents, à la ville comme à la campagne, que les militaires d'ailleurs. Cette Police Nationale Burundaise (PNB), que les gens ici ont rebaptisée « Police Naturelle-

ment Brutale », alimente la *Documentation*. Les services de renseignements qui disposeraient de centaines de maisons et d'appartements dans le pays où ils emprisonnent et torturent les « ennemis et les saboteurs ».

Et un « sabotage » est vite arrivé... Il suffit pour un paysan d'aller travailler au champ ou, pour une ONG, d'organiser une session de formation le jour où les autorités locales programment une « journée de sensibilisation » à la Constitution. De véritables opérations de propagande en faveur du « oui » qui se multiplient depuis janvier et auxquelles il est impératif d'assister. Depuis janvier aussi, le pouvoir prélève de 10 000 à 20 000 francs sur les salaires en guise de contribution nationale au référendum et aux élections de 2020... Même des groupements comme des centres de santé sont

mis à contribution. « *Mais ça, je ne paierai pas*, dit la responsable d'un de ces centres à la campagne. *Et tant pis si le gouvernement me coupe la tête et me donne le visa pour le paradis !* » La carte d'inscription au vote est aussi devenue plus précieuse qu'une pièce d'identité lors d'un contrôle et est indispensable pour obtenir tout document administratif.

« Ça, je ne paierai pas. Et tant pis si le gouvernement me donne le visa pour le paradis ! »

« *De toute façon, on sait déjà que le "oui" l'emportera avec "une écrasante majorité", comme ils disent. Même si on ne fera sans doute même pas le décompte*, grimace un responsable de

L'Église catholique de la région de Gitega. *Le problème du Burundi, c'est que l'opposition est à l'extérieur du pays. Et même dans son propre parti, où il y avait des gens capables, le président a fait le ménage.* »

L'Église elle-même s'est résignée : la société civile a ainsi demandé que des religieux soient envoyés dans les bureaux de vote lors du référendum, mais elle a refusé. « Elle a prétexté que la période de Carême lui demandait beaucoup d'énergie, dit une personne engagée contre le pouvoir. En réalité, elle a un problème de conscience car, lors des dernières élections elle a vu les tricheries et n'a rien pu faire. »

« Ce n'est plus un problème Hutus contre Tutsis »

Mais si le Burundi est résigné, il n'en reste pas moins à la merci d'une étincelle qui pourrait le faire implorer. Pas sur le modèle d'un conflit Hutus contre Tutsis de sinistre mémoire, nous assure-t-on de toutes parts. « On veut nous enfermer dans cette histoire pour nous tromper, mais il y a aussi bien des Hutus que des Tutsis au pouvoir, dit une femme engagée dans l'aide aux personnes les plus vulnérables du Bujumbura rural. Les tensions aujourd'hui, elles ne sont plus ethniques mais liées aux injustices. Comme quand un habitant des collines voit la ville éclairée et que lui est dans le noir. Ou qu'il y a un captage sur sa colline qui alimente Bujumbura et qu'il n'a pas d'eau potable pour ses enfants. »

La situation économique ne fait qu'empirer depuis 2015, les devises étrangères n'arrivent plus dans le pays, le franc ne cesse d'être dévalué et les pénuries d'essence se répètent (2 fois encore ces 15 derniers jours). Partout dans le pays on sent bien que, plus que la volonté du président Nkurunziza de s'accrocher, ce qui mine la population, c'est l'incurie du régime et l'absence de politique de développement. « Je suis un démocrate, mais la situation est telle que si on avait au moins quelqu'un de compétent, cela ne me dérangerait pas qu'il reste jusqu'en 2034 », dit un intellectuel en évoquant l'exemple de Kagame au Rwanda voisin. ■

Les plus vulnérables sont pénalisés

Depuis la fin 2015, la Coopération belge au développement a suspendu son soutien à une série de projets menés avec les autorités de Bujumbura. Mesure de rétorsion aux problèmes de gouvernance et aux violations répétées des Droits de l'Homme. À l'époque, le ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo avait toutefois indiqué que l'aide belge serait réorientée vers la population via les ONG. « C'est vrai que les moyens que nous recevons de la Belgique n'ont pas diminué, indique un responsable d'une ONG burundaise active dans la région de Bujumbura. Nous soumissionnons à des projets auprès d'ONG belges qui elles-mêmes sollicitent la Coopération au Développement. Mais l'arrêt du soutien direct de la CTB (NDLR : l'agence belge de développement aujourd'hui nommée Enabel) pénalise malgré tout certains secteurs. » C'est par exemple le cas de programmes de recherche en agriculture.

« Là, la coopération a été fort réduite et des projets ont dû être arrêtés », dit le responsable d'une autre ONG qui travaille dans des provinces extérieures à Bujumbura.

La fin de l'aide directe de la Belgique a aussi brisé toute une activité économique : un programme de pavage des rues fournissait du travail dans les villes mais aussi à la campagne pour les tailleurs de pierre et les activités de transport.

Par ailleurs, privées de l'aide directe de la Belgique et, plus généralement de l'Europe, les autorités compensent en captant une partie des moyens accordés aux ONG locales via le taux de change. La Banque centrale burundaise, où ces ONG doivent avoir un compte, applique un taux de 1700 à 1800 francs burundais pour 1 euro. Au marché noir, 1 euro s'échange contre... 2 800 à 3 200 francs. Privé d'aide officielle, c'est donc près de la moitié de cet argent belge et européen que l'État capte officieusement. ■

A.W.

Les chers amis chinois du président

Le partenaire belge s'étant retiré (voir ci-dessous) le gouvernement burundais s'est tourné vers d'autres pays moins regardants en matière de gouvernance et de respect des Droits de l'Homme.

« Le gouvernement a essayé de faire croire à la population que les Belges voulaient piller nos minerais, mais il a donné les concessions d'exploitation des mines aux Russes et aux Chinois... », explique un habitant de Bujumbura.

Dans la capitale et alentours, les Chinois ont aussi raflé de nombreux chantiers. « Et en plus, ils utilisent très peu de main-d'œuvre locale. »

La présence chinoise est effectivement visible. Ainsi, au nord-est de Bujumbura, des grues affichent d'immenses panneaux en mandarin et s'activent sur le chantier du futur palais présidentiel. À deux pas de la commune de Kamenge,

de vastes bâtiments dominés par une énorme coupole dorée sortent de terre depuis un an et demi.

L'installation du président Nkurunziza dans ce domaine de 40 hectares a fait grincer les dents de la population à cause des dépenses pharaoniques (près de 20 millions de dollars) et parce que les maisons d'une vingtaine de familles ont été détruites pour faire place au palais. Quant à l'argent prévu pour indemniser ces familles... il a été détourné.

Mais les Chinois ne sont pas qu'au palais. Sur la RN1, la route principale qui relie la capitale burundaise à la ville de Gitega, on les croise dans de rutilants 4x4 qui dénotent avec le parc automobile et les cyclos décatés des Burundais.

Ce sont aussi des entreprises chinoises qui ont décroché l'important chantier de rénovation de cette route (ponts, canalisations...).

Dirigeant des ouvriers burundais

portant des chasubles floquées au nom de sociétés chinoises, les chefs d'équipe et les géomètres sont tous asiatiques.

Tandis que les radios officielles relaient des propos aussi lénifiants que « la Chine veut être le sourire des Africains », mercredi dernier c'est à l'agence de presse officielle chinoise que le président burundais a accordé sa première interview à des médias étrangers depuis 2015.

Nkurunziza a notamment qualifié la coopération avec la Chine comme étant une des meilleures :

« Elle s'opère dans un principe de respect mutuel, dans la générosité, en pays frère, fidèle mais aussi fiable, dans un cadre de gagnant-gagnant. »

Un deal qui paraît toutefois déséquilibré et qui ne profite en aucun cas à la population, puisque, en échanges de chantiers, la Chine importe du thé burundais. Secteur agricole qui, via l'Office national du thé, est presque entièrement aux mains de l'État. ■ **A.W.**